

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 07/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LISI AUTOMOTIVE FORMER Prépa Matière**

2 rue Juvénal Viellard  
CS 50 603  
90600 Grandvillars

Références : -

Code AIOT : 0005901430

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement LISI AUTOMOTIVE FORMER Prépa Matière implanté 4, rue Juvénal Viellard 90600 Grandvillars. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été menée dans le cadre de l'action sur la thématique « sécheresse » et compte-tenu du volume important prélevé par l'exploitant dans le milieu naturel afin de vérifier la prise en compte par l'exploitant des dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau en situation courante et en période de sécheresse (en particulier en situation « en alerte » telle que définie par l'arrêté cadre interdépartemental du 30/06/2023).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LISI AUTOMOTIVE FORMER Prépa Matière
- 4, rue Juvénal Viellard 90600 Grandvillars
- Code AIOT : 0005901430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe LISI AUTOMOTIVE est expert de la fixation et des composants de liaison mécaniques dans l'industrie automobile. Afin d'assurer des caractéristiques mécaniques spécifiques à certains composants, l'usine LISI AUTOMOTIVE de Grandvillars dispose d'un savoir-faire et de moyens importants dans des technologies complémentaires comme la préparation matière et le traitement de surface.

L'usine de Grandvillars occupe au sein du groupe une position particulière et stratégique car elle fournit l'ensemble des sites Lisi Automotive en matières premières. Le site de GRANDVILLARS LISI Automotive Préparation Matière réceptionne des fils d'acier de différents diamètres, en vue d'assurer leur tréfilage (réduction de diamètre, avec opérations de décapage / phosphatation et recuit au sein de fours). Les installations permettent ainsi d'obtenir la qualité métallurgique des fils mis en œuvre ensuite par les procédés de transformation des différents sites Lisi Automotive (en particulier les sites de Delle, Dasle et Melisey). Le site de Grandvillars constitue une des plus grandes tréfilerie d'Europe avec une capacité annuelle de plus de 55 000 tonnes de fils produits. La capacité journalière de tréfilage est de 450 t/j. Le site emploie 70 personnes.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	exemption	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
2	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 4.1.1	/	Sans objet
3	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Art. 6.2	/	Sans objet
4	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
5	Registre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
6	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des procédures et engagé des actions afin de limiter sa consommation d'eau tout au long de l'année et plus particulièrement en période de sécheresse. L'objectif fixé par l'arrêté cadre interdépartemental du 15/06/2023, à savoir 10% de réduction de la consommation d'eau suite au passage du seuil d'alerte sécheresse, est atteint pour le moment en 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : exemption

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, exemption		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : (...) <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p>		
<b>Constats :</b>  Un courrier a été adressé à la DREAL en date du 18/09/2023 afin de pouvoir bénéficier de l'exemption de l'application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.		
	prélèvement total annuel (source des Gros Près et réseau public) en m3	rejet annuel en m3 dans le canal usinier
2019	19546	13991
2020	14065	10630
2021	11946	9649
2022	10881	7636
2023	10722	9222
2024	15990	12360

Le prélèvement se fait par forage dans la nappe et le rejet se fait dans le canal usinier qui rejoint

l'Allaine, donc pas dans la même masse d'eau.

Depuis plusieurs années, l'entreprise a fait évoluer ses process afin de réduire sa consommation d'eau notamment au niveau du traitement de surface avec la mise en place d'une préparation mécanique des pièces plutôt que chimique, le recyclage de l'eau utilisée, le rinçage en cascade... Entre 2019 et 2023, on constate une réduction du prélèvement d'eau annuel d'environ 45%, l'exploitant pourrait, s'il en fait la demande, être éligible à l'exemption.

L'exploitant a justifié l'augmentation constatée entre 2023 et 2024 par une panne ayant empêché la ré-utilisation de l'eau recyclée car celle-ci présentait un taux de chlorure trop élevé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse / usage de l'eau

### Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Source des Gros Près: 55 000 m3 (eau industrielle)

Réseau public GRANDVILLARS: 900 m3 (eau sanitaire)

Les circuits d'eau de refroidissement ouverts sont interdits.

### Constats :

Les prélèvements en eau sont réalisés à l'aide d'un forage situé dans la nappe souterraine alimentant l'Allaine. Les eaux industrielles, après traitement par la station physico-chimique de l'usine sont rejetées dans le canal usinier qui traverse Grandvillars avant de rejoindre l'Allaine.

	prélèvement total annuel (source des Gros Près et réseau public) en m3
2019	19546
2020	14065
2021	11946
2022	10881
2023	10722

2024	15990
<p>Le prélèvement sur le réseau public pour les eaux sanitaires est en moyenne de 250m3/an.</p> <p>Par ailleurs, durant la fermeture de l'entreprise pendant les semaines 32 et 33, des travaux d'installation de compteurs eau vont être réalisés permettant ainsi une surveillance automatisée des arrivées d'eau au niveau de chaque ligne de production et aussi d'identifier plus rapidement les fuites ou erreurs de manipulation de vannes.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	

### N° 3 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté.</p> <p>La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande.</p> <p>Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. Un formulaire de demande de dérogation est mis en ligne sur le site internet des services de l'État (IDE). Un modèle est annexé à l'arrêté cadre interdépartemental (annexe 6).</p> <p>En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle.</p> <p>Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de Besançon.</p> <p>Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En application de l'article 6.2 de l'arrêté cadre interdépartemental du 15/06/2023, l'exploitant a indiqué son souhait de demander une dérogation des mesures de restriction lorsque un des seuils plus contraignant sera franchi. Il lui a été précisé pendant l'inspection que cette demande devait être renouvelée à chaque franchissement de seuil qu'il n'est pas en capacité de respecter et chaque année en adressant une demande au service de la DDT 90 en charge de l'instruction des demandes (la demande effectuée une année ne peut valoir pour plusieurs situations d'alerte ou de crise).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les demandes de dérogation doivent être adressées au service Eau, Environnement et Forêt de la Direction départementale des territoires du Territoire de Belfort (ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr) en mettant en copie le service d'inspection des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

### N° 4 : Réduction des prélèvements/consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : - réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.  Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage en grande eau).		
<b>Constats :</b>  La consommation annuelle d'eau en 2024 est de 15990 m <sup>3</sup> donc supérieure à la valeur seuil de 7000 m <sup>3</sup> . L'activité de l'installation est continue (pas saisonnière) à part les 2 semaines de fermeture au mois d'août.  En 2025, la moyenne hebdomadaire en activité normale avant le passage du seuil d'alerte et avant l'application de l'arrêté cadre sécheresse, est de 40 m <sup>3</sup> .  Après franchissement du seuil d'alerte actée par l'AP N° 90-2025-07-09-00001 du 9 juillet 2025, la consommation hebdomadaire est de 33.6 m <sup>3</sup> . Ceci représente donc une réduction d'environ 17% de la consommation d'eau (> au 10% exigé par l'arrêté cadre).		
	2024	2025
semaine 28	49.7 m3	33.6 m3
semaine 29	39.7 m3	36.1 m3
semaine 30	43.3 m3	39 m3
total	132.7 m3	108.7 m3
Entre 2024 et 2025, à la même période , avec un volume d'activité similaire, on constate une réduction de 18% de la consommation d'eau. Par ailleurs , l'exploitant a indiqué être en phase de test pour passer à zéro rejet et être en circuit fermé en totalité sur ces installations avec la mise en place d'un système d'ultrafiltration et d'osmose inverse.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

**N° 5 : Registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : - registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.
<b>Constats :</b>  Présence d'un registre journalier avec un relevé manuel du compteur d'eau. Le prélèvement moyen d'eau industrielle dans la source des gros près est 45 m3/j. Le prélèvement d'eau est augmenté tous les lundis car les cuves de rinçage sur la chaîne de traitement sont vidangées et remplies à nouveau. Par exemple, le lundi 30/06/25, la consommation d'eau est de 171 m3.  Durant les 2 semaines de fermeture du site, des travaux d'installation de sous-compteurs sur les lignes de production vont être réalisés afin de surveiller plus précisément les arrivées d'eau à chaque poste de manière automatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La défense incendie de l'établissement est assurée au moyen de colonnes d'aspiration normalisées capables de fournir 210 m3/h pendant 2 heures. Ces prises d'eau sont accessibles en tout temps aux véhicules de lutte incendie et situées à proximité de l'établissement. Elles font l'objet de vérifications annuelles. Les résultats de ces vérifications sont consignés dans Un registre prévu à cet effet.  En outre, les colonnes d'aspiration de l'établissement doivent :

- permettre le prélèvement d'eau dans le canal usinier (canal de dérivation de l'Allaine) et dans le puits de captage de la société,
- faire l'objet d'une signalisation très lisible,
- être constituées de matériaux rigides et placées à demeure,
- être équipées dans leurs parties supérieures d'un demi raccord DN100 permettant d'établir une jonction avec les aspiraux des engins de lutte incendie,
- comporter dans leurs parties inférieures une crépine maintenue à 80 cm au dessous du niveau le plus bas de la surface des eaux,
- posséder une aire de mise en station des engins (4m x 8) matérialisée au sol et aménagée de façon à ce que ces derniers ne puissent, en cas de fausse manœuvre, tomber à l'eau.

Ces installations sont complétées par :

- une réserve en émulseur de capacité 1200 litres adapté aux produits présents sur le site, pour assurer l'extinction des ateliers de traitement de surface et de décaperie,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières inflammables et combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques

Identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

### Constats :

Suite à la précédente inspection en date du 04/04/2024, il a été demandé à l'exploitant de:

- fournir le registre des vérifications annuelles réalisées au niveau des prises d'eau et de faire vérifier par le SDIS les niveaux de débit et pression disponibles au niveau des cannes d'aspiration à l'occasion du prochain exercice incendie: **le registre a été fourni à la suite de l'inspection et une attestation de réalisation d'un exercice incendie en date du 3/09/2024 avec vérification des débits en simultané a été envoyé par mail le 7/11/2024.**
- faire vérifier les lieux de stockage des émulseurs et la pertinence de leur utilisation en cas d'incendie au niveau de la zone "décaperie" et traitement de surface et la date de validité des performances de l'émulseur actuellement stockés sur le site: **demande formulée au SDIS 90 par courrier avec accusé de réception en date du 14/06/2025**
- réaliser une étude des besoins en eaux d'extinction incendie du site en application des principes figurant dans la note D9/D9A: **un délai supplémentaire jusqu'au 30/07/2025 avait été sollicité par l'exploitant par courrier en date du 18/04/25, délai accordé par l'inspection des ICPE. L'étude a été réalisée par Bureau Veritas et celle-ci a été consultée lors de l'inspection du 16/07/25. Cette étude a été transmise par mail en date du 30/07/25.**

Cette étude indique la nécessité d'une réserve d'eau d'extinction incendie d'une capacité de 1160m<sup>3</sup>. La solution envisagée par l'exploitant serait la mise en commun de la citerne de l'industriel voisin (SELECTARC). Des premiers échanges ont eu lieu avec cet industriel qui serait favorable à cette mise en commun.

Concernant le volume de confinement nécessaire sur site, l'étude indique un besoin de 1448 m<sup>3</sup>. Les rétentions existantes représentent 844m<sup>3</sup>. Les 604 m<sup>3</sup> restants à trouver pourront être atteint avec la réutilisation des ouvrages de la STEP une fois que le process sera en zéro rejet.

**Type de suites proposées :** Sans suite